

Daniel Bensaïd

Préface à Combats et débats de la IV^e Internationale

Entre histoire et mémoire

Une histoire contemporaine de la IV^e Internationale est une entreprise délicate et risquée pour plusieurs raisons. Bien sûr, il ne s'agit pas d'une affaire achevée ou classée. Les interprètes sont souvent encore les acteurs. Le rapport passionnel à la controverse demeure. Cette difficulté méthodologique n'est cependant pas la principale. Le travail de François Moreau donne bien la mesure du problème.

Courant minoritaire du mouvement ouvrier mondial, issu d'une défaite historique de portée catastrophique (victoire du nazisme en Allemagne et contre-révolution bureaucratique en URSS), la IV^e Internationale s'est trouvée confrontée depuis sa fondation en 1938 à une masse d'événements colossaux et complexes : la guerre mondiale et les guerres dans la guerre, la construction capitaliste, la formation du glacis soviétique, les révolutions chinoise et yougoslave, les soulèvements antibureaucratiques de Pologne et de Hongrie, la déstalinisation sous Khrouchtchev, les luttes de libération nationale des années cinquante et soixante, les révolutions cubaine et vietnamienne, la révolution culturelle chinoise, l'arme atomique et la course aux armements, les révolutions iranienne et nicaraguayenne, les conflits sino-vietnamien et indochinois, les interventions soviétiques en Tchécoslovaquie et en Afghanistan, la réunification allemande et la dislocation de l'URSS... Comment et au prix de quels périls, une petite organisation internationale peut-elle conserver à travers ces convulsions, une

vision du monde commune, une pratique convergente, une mémoire et une continuité, alors que tant de forces et d'intelligences ont été brisées, découragées, désorientées ?

Les Combats et débats de la IV^e Internationale sont l'expression de cet effort. Le rapport peut sembler parfois lointain entre la logique interne de la discussion (avec sa part inévitable d'exagérations polémiques, de jugements précipités et de mauvaise foi) et le cours réel de la lutte de classes à l'échelle mondiale. Une existence aussi durablement minoritaire, avec son lot de persécutions staliniennes, ne va pas sans symptômes pathologiques : les petits groupes secrètent leurs névroses d'échec et accomplissent leur travail de deuil. *A fortiori*, lorsque la compréhension de la tragédie historique tend à mêler le sens des responsabilités et celui de la culpabilité.

En 1938, Trotski écrivait que la crise de l'humanité se réduit à la crise de sa direction révolutionnaire. Au moment des procès de Moscou, de la guerre civile espagnole et à la veille de la guerre mondiale, la formule avait une incontestable actualité et sonnait justement le tocsin de la catastrophe imminente. Dans la durée, elle mérite plus ample examen : si les conditions objectives du royaume de la liberté sont archi-mûres, si la crise de l'humanité est celle de sa direction, si, face à des directions traîtres, les trotskistes représentent la direction rédemptrice, alors l'erreur ou la défaillance ont des conséquences telles pour l'humanité qu'elles confinent au péché mortel. La disproportion chronique entre les buts et les moyens a produit dans nos rangs une dose importante de mégalomanies et de paranoïas critiques, de grandiloquence et de démesure, de farceuses tragédies et de farces tragiques.

Pourtant, par-delà cette écume des choses, il vaut la peine de revenir à la substance et

aux enjeux des discussions. Une organisation durablement minoritaire est guettée en permanence par le délire de persécution et le sectarisme. Elle ne devient pas pour autant fatalement une secte. À suivre le cours des congrès, des controverses, des scissions et des réunifications, en prenant un peu de hauteur, on constate que l'histoire de la IV^e Internationale ne perd jamais son rapport au réel. Les problèmes qui l'agitent et la divisent sont bien les problèmes cruciaux pour le présent et l'avenir de l'humanité. Ses débats et ses combats maintiennent un fil d'intelligibilité. Des univers de pensée se sont effondrés dans l'épreuve (celui des staliniens, des maoïstes et de bien des sectes issues du trotskisme). Une réflexion et une pratique collective maintenues font au contraire que le monde actuel nous demeure compréhensible. Cela ne veut bien sûr pas dire que nous avons tout prévu, que nous avons toujours eu raison ou que nous pouvons nous dispenser de notre propre remise en cause et examen critique. Mais nous ne partageons pas la faillite politique et morale du stalinisme. C'est la condition nécessaire, si ce n'est suffisante, pour pouvoir se mettre à rebâtir. Car notre planète n'est pas devenue plus vivable et l'ordre du Capital plus acceptable en cette fin de siècle obscure qu'à son début, qu'en 1917, qu'en 1933, qu'en 1938, ou qu'en 1945.

Malgré les pièges dont il est conscient, François Moreau a osé revenir sur cette histoire en train de se faire. Il l'a fait avec honnêteté et modestie. Bien sûr, nous ne sommes pas sur la terre ferme (illusoire) de l'objectivité historique, mais très exactement entre histoire et mémoire, dans un débat encore ouvert. Des désaccords subsistent souvent sur les questions abordées. Par souci compréhensible d'aller à contre-courant du mépris des vainqueurs provisoires, certains jugements sur le rôle de

l'Internationale sont unilatéraux ou manquent de nuances. En outre, et bien que l'existence même d'une Internationale permette de voir le monde simultanément avec les yeux du zek soviétique, du mineur bolivien ou du paysan algérien (ou d'essayer de le faire), la perception de cette histoire se faisant n'échappe pas aux déterminations régionales et culturelles : les militants européens, nord-américains, latino-américains, arabes, africains et japonais, tendent à un langage commun, mais n'ont pas la même perception, ni le même éclairage.

Tel qu'il est, dans les limites qu'il s'est lui-même fixées, le travail de François Moreau contribue donc à combler une lacune sur l'histoire de la IV^e Internationale en langue française. De jeunes militants s'intéressant à la question disposent à ce jour de matériaux précieux : la collection de la revue *Quatrième Internationale* (de plus en plus difficilement trouvable), les quatre volumes des *Congrès de la Quatrième Internationale* aux éditions La Brèche (qui ne couvrent que la période comprise entre 1930 et 1952) et l'utile petit livre de Pierre Frank, *La Quatrième Internationale* (aux éditions Maspero). Le texte de François Moreau est le seul qui traite synthétiquement des vingt dernières années. À titre d'hommage et de dialogue malheureusement brisé, je me permettrai d'apporter quelques commentaires. Faisant écho à un autre vécu de cette expérience, ils gardent inévitablement leur part de subjectivité, donc d'erreur humaine.

La IV^e Internationale a été fondée en 1938 sur l'idée que la crise de l'humanité se réduisait à la crise de sa direction révolutionnaire. L'idée est juste dans un certain sens et dans un certain contexte. Il existe alors un mouvement

ouvrier organisé puissant en Europe et aux États-Unis, dont les principaux courants ont pour but déclaré le renversement du capitalisme même s'ils se divisent sur les moyens, entre réformistes et révolutionnaires. La continuité des générations n'est pas encore brisée. L'événement fondateur d'Octobre n'est pas éloigné dans le temps (vingt ans à peine) et son rayonnement demeure actif malgré le Thermidor bureaucratique. On peut raisonnablement penser que la tradition bolchevique reste encore vivante en URSS malgré les purges et les déportations. On peut donc légitimement espérer que le phénomène inédit du despotisme totalitaire issu de cette contre-révolution ne résistera pas aux conflits prévisibles et que le mouvement d'émancipation retrouvera, avec une maturité accrue, l'élan qui fut le sien au lendemain de la Première Guerre mondiale.

La Seconde Guerre mondiale a bien été suivie d'une vague révolutionnaire impétueuse (révolutions yougoslave et chinoise, guerre civile en Grèce ^{1/}), mais le stalinisme ne s'est pas effondré. Il a, au contraire, reçu une nouvelle légitimation lors de la victoire contre le nazisme, avec l'extension de sa domination au camp dit socialiste et le partage du leadership mondial symbolisé par les accords de Yalta et Potsdam. Le livre magnifique de Vassili Grossman, *Vie et destin*, montre subtilement comment la liberté entrevue par les combattants de Stalingrad se perd dans la victoire même : on ne demande pas des comptes aux vainqueurs ! On a toujours tort en histoire de raisonner par analogie et c'est pourtant l'un des seuls recours du raisonnement stratégique.

C'est d'ailleurs le point commun entre militaires et révolutionnaires. Les premiers sont souvent en retard d'une guerre parce qu'à défaut de pouvoir expérimenter leurs arsenaux

modernes ils sont condamnés à réfléchir sur le schéma des batailles passées. Nous courons de même le risque d'être toujours en retard d'une révolution. Les fondateurs de la IV^e Internationale avaient sans doute imaginé l'issue de la Seconde Guerre mondiale à l'image de la première avec des conseils ouvriers à Berlin et à Turin, des soviets retrouvés à Petrograd et à Moscou. Du fait que le scénario ne s'est pas vérifié, certains n'ont pas tardé à conclure qu'il fallait jeter l'éponge et changer de projet.

En réalité, la fondation de la IV^e Internationale pouvait être liée à des hypothèses stratégiques (vérifiées quant à l'imminence de la guerre, et démentie quant au renversement du stalinisme), mais elle ne découlait pas d'un pronostic. Elle reposait sur un programme. Il s'agissait de regrouper les révolutionnaires à l'échelle internationale à partir d'une synthèse des grandes expériences de la lutte de classe survenues dans l'entre-deux-guerres : les révolutions russe (double pouvoir et soviets) et allemande (front unique), la lutte contre le fascisme (revendications démocratiques), la révolution chinoise (révolution permanente et alliances), la guerre civile espagnole et les fronts populaires, la contre-révolution bureaucratique et la nécessité de la révolution politique (socialisme pluraliste, indépendance des partis et des syndicats par rapport à l'État, droits démocratiques). Le véritable fil conducteur était donc la continuité programmatique et organisationnelle dans la perspective de la lutte pour le pouvoir dans le meilleur des cas, pour une résistance à long terme dans le pire. Ce fut entre les deux, avec un penchant pour le pire. Cette situation imprévue posait un problème nouveau à une Internationale née dans des conditions inédites : non d'une victoire révolutionnaire comme la III^e Internationale, non de la constitution d'un mouvement ouvrier de

^{1/} Sur la guerre civile grecque, voir Dominique Eudes, *Les Kapetanios*, Paris, Fayard, 1970 ; sur la France, voir Grégoire Madjarian, *Conflits, pouvoirs et société à la Libération*, Paris, UGE, 1980.

masse comme la II^e Internationale, non même d'une montée des luttes comme la I^e Internationale, mais du reflux et de la défaite, à partir de petits groupes de résistance.

La façon dont les sections de l'Internationale ont passé globalement l'épreuve de la guerre, ont su maintenir une position internationaliste, conjuguer résistance aux occupations et indépendance de classe, en plus de maintenir une compréhension commune des événements et des tâches, malgré la dispersion, la répression, les disparitions, justifie la méthode et le projet.

D'autres courants, entrés dans la tourmente avec plus de forces ont disparu corps et biens. À partir du lendemain de la guerre, cette Internationale se trouvait cependant confrontée à un dilemme qui marque toute son histoire ultérieure. Dans un premier temps, elle avait pu espérer que la survie de la bureaucratie stalinienne et du capitalisme serait de courte durée, que l'embrasement était seulement différé. À partir de 1947-1948, et malgré l'impact des révolutions yougoslave et chinoise, les effets de la « reconstruction » et du plan Marshall deviennent perceptibles. Une double tentation est désormais à l'œuvre :

– celle d'un optimisme prophétique, d'une part : l'Histoire finira bien par nous rendre justice et les masses par se rallier au programme qui est le leur même si elles l'ignorent encore ;

– celle de rejoindre d'autre part le mouvement réel de la classe telle qu'elle est, au risque de s'y fondre : si les masses ne viennent pas au programme, le programme ira aux masses.

Ce résumé sciemment schématique est certainement autocritique d'une partie de notre héritage. Il est exempt de toute dérision. Ces temps furent ingrats. Il était difficile de tenir et il fallait le faire. Ce fut fait. C'est à l'actif de l'Internationale, de ceux qui ont lutté et

parfois sont morts pour qu'elle vive. Il ne s'agit pas de s'accorder de généreux satisfecits, mais de comprendre pourquoi, malgré une existence aussi précaire, elle a pu demeurer une réalité vivante. D'abord et avant tout parce qu'elle n'a jamais regardé le monde par le petit bout de la lorgnette, et qu'elle a su se déterminer en fonction des intérêts généraux et historiques du prolétariat conformément à la maxime du *Manifeste du Parti communiste*.

Lorsqu'il s'agissait de reconnaître la révolution yougoslave et de la soutenir contre les menaces de Staline, c'était relativement aisé. Ce l'était déjà moins lorsqu'il s'agissait de reconnaître et de défendre la révolution chinoise ou la révolution vietnamienne malgré la répression des trotskistes en Chine et au Vietnam. Ces événements posaient en outre des questions politiques et stratégiques nouvelles auxquelles la seule compréhension de la Révolution russe n'apportait pas de réponses. Comment déterminer la formation d'un nouvel État ouvrier : à partir de la conquête du pouvoir qui est un acte politique aux formes au demeurant variables, ou à partir des transformations sociales structurelles qui sont nécessairement un processus inégal ? Comment expliquer des révolutions victorieuses sans parti révolutionnaire, voire contre la volonté de leur direction supposée, ou alors comment expliquer que des partis issus de l'Internationale stalinisée aient pu conduire ces luttes acharnées à la victoire ? La résolution de 1951 sur *La Révolution yougoslave et la IV^e Internationale* apporte à ces questions des éléments de réponse qui, s'ils demeurent partiels, engagent une réflexion féconde.

Il fallait par ailleurs comprendre l'évolution des rapports de forces à la sortie de la guerre. Des révolutions victorieuses et un énorme désordre dans le monde ont eu lieu, mais les

piliers ont tenu : l'ordre capitaliste aux États-Unis et en Europe occidentale et l'ordre bureaucratique en URSS. Le pouvoir bourgeois fut restauré à Paris, Rome, Bruxelles. Si la trahison indiscutable des partis réformistes en était largement responsable, et si leur politique s'était heurtée de front aux aspirations populaires, il aurait dû en résulter logiquement des fractures de masse dans les syndicats et les partis, d'une ampleur comparable aux déplacements brusques intervenus dans la grande social-démocratie allemande entre 1914 et 1923. S'il y eut des ruptures, des scissions, des départs, ils sont restés marginaux et les partis socialistes et staliniens ont vite rétabli leur hégémonie absolue ou partagée sur le mouvement ouvrier.

À moins d'un nouvel événement fondateur jouant un rôle comparable à celui de la Révolution russe, il s'agira probablement d'un processus inégal et prolongé. Pour faire en sorte qu'il soit le plus combiné possible, la IV^e Internationale peut constituer un outil efficace sans pouvoir désormais se considérer comme l'alternative quasi naturelle à la faillite du stalinisme et de la social-démocratie : « En l'absence d'événements de portée mondiale susceptibles de bouleverser les rapports de forces entre les classes et de déterminer un réaligement général des forces, la recomposition du mouvement ouvrier international restera lente, inégale et profondément différenciée. L'heure n'est ni à la proclamation abstraite d'une Internationale de masse, ni à la recherche de raccourcis quelconques sur cette voie. Nous ne sommes qu'au début de transformations profondes et durables dans le mouvement ouvrier, nous devons les aborder en combinant la construction de la IV^e telle qu'elle est et la collaboration avec les forces d'avant-garde en évolution dans les différents pays et conti-

nents. » Lors du XII^e congrès, nous envisagions d'aborder un processus de recomposition difficile sur la base de la fusion entre l'expérience réelle et des éléments clefs de notre programme (révolution politique illustrée par la formation de Solidarnosc en Pologne, révolution permanente par les développements révolutionnaires en Amérique centrale prenant le relais de la révolution cubaine).

L'entreprise est plus complexe après le tournant des années quatre-vingt-dix. Sans être pleinement consommée, la dynamique restaurationniste l'emporte à l'Est. Le recul de la révolution en Amérique centrale et le changement de rapports de forces mondiaux posent en d'autres termes la traduction pratique de la révolution permanente dans les pays dépendants. L'internationalisation accrue du capital et la mondialisation de l'économie obligent à une articulation beaucoup plus étroite entre les réponses stratégiques, élaborées dans les années trente à l'échelle d'États nationaux (à partir des expériences de la révolution allemande), et des perspectives au moins continentales (construction européenne, traité de libre-échange en Amérique du Nord).

2/ Voir Ernest Mandel, *La Longue Marche de la Révolution*, Paris, Galilée, 1976.

3/ Dès 1946, Félix Morrow reproche à ses dirigeants de mettre l'accent hors de propos sur les « conditions objectivement révolutionnaires » détachées du facteur subjectif : « L'absence de parti transforme des conditions qui autrement seraient révolutionnaires. » Il réclame donc que soient reconsidérés les pronostics sur le règne instable de la bureaucratie et sur l'avenir de la révolution en Europe. David Rousset insiste pour sa part sur l'atomisation du prolétariat allemand, sur ses conséquences pour l'ensemble de l'Europe ; il en conclut qu'à défaut d'échéances révolutionnaires, un alignement temporaire sur l'URSS s'impose. Quant aux perspectives de construction, Morrow constate la difficulté dans ces conditions de construire des organisations indépendantes fortes et propose un entrisme systématique dans les partis sociaux-démocrates alors que la majorité maintient le cap prioritaire sur la construction d'organisations indépendantes avec éventuellement des fractions dans les partis de masse (à l'exception de la Grande-Bretagne où les marxistes révolutionnaires rejoignent le Labour Party).

Telle qu'elle est, la IV^e Internationale a incontestablement à son actif d'avoir maintenu vivante, tant d'un point de vue théorique que militant, la tradition révolutionnaire dans la longue période de résistance au stalinisme et de n'avoir pas succombé aux dangers sectaires inhérents à sa situation minoritaire. Elle n'y est pas parvenue sans subir elle-même – et c'est normal – des déformations.

J'ai déjà insisté à plusieurs reprises sur la réduction trop commode dans la durée des problèmes de l'humanité à sa crise de direction révolutionnaire. Tout dépend bien sûr de l'interprétation de cette formule très générale. On retrouve cependant l'application textuelle de ce schéma classique dans le texte de François Moreau à propos de la crise de régime que traversent les pays de l'Est : « Évidemment, c'est comme toujours la carence du facteur subjectif qui compromet la réalisation de cette possibilité. Mais le facteur subjectif est celui qui se transforme le plus rapidement dans des situations de crise. »

Il me semble erroné d'étendre une formule des années trente sans autre précaution à près d'un siècle d'histoire contemporaine sans se poser d'autres questions : d'où vient et en quoi consiste cette crise du facteur subjectif ? S'agit-il d'un problème purement stratégique ? Quelles en sont les racines sociales ? Une faillite subjective historique ne finit-elle pas par produire des conséquences « objectives » ? Qu'en est-il dans la lutte des classes de l'unité du sujet et de l'objet ? À ne pas poser ces questions, on risque de donner à la formule de Trotski une interprétation purement subjectiviste : si les conditions objectives sont réunies, si le seul problème est le facteur subjectif, et si nous ne parvenons pas à le résoudre, c'est que nous avons nous-mêmes fait faillite ou encore que nous avons été chroniquement

« trahis » de l'intérieur. C'est un peu court pour rendre compte de plusieurs décennies d'histoire.

Ernest Mandel a tenté d'apporter *a posteriori* une explication historique intéressante^{2/}. La période précédant la Première Guerre mondiale avait été une période de croissance économique et d'accumulation de forces du mouvement ouvrier dans les principaux pays. Un moment désorienté par les politiques d'union sacrée, ce mouvement ouvrier s'est vite repris, ses réseaux de cadres se sont reconstitués, et il est sorti de la guerre relativement fort. La période précédant la Seconde Guerre mondiale est marquée au contraire par une accumulation de défaites historiques (Allemagne, Italie, Espagne, Russie) auxquelles s'ajoutent les effets durables de la guerre. Que l'on songe à l'URSS qui a vu en un quart de siècle disparaître près du quart de sa population de mort violente (en cumulant les deux guerres mondiales, la guerre civile, les purges et les famines des années trente) ! À cet aspect historique certainement très important, il fallait ajouter une compréhension des conditions de reprise de l'économie impérialiste dont on ne savait pas encore qu'elle porterait le nom des « trente glorieuses ».

C'est le mérite notamment d'Ernest Mandel que d'avoir actualisé à la lumière de la théorie des ondes longues, la compréhension du dynamisme capitaliste contemporain et de ses fluctuations. Publiés en 1962 et en 1970, ses deux livres majeurs (*Le Traité d'économie marxiste* et *Le Capitalisme du troisième âge*) sont l'aboutissement d'une réflexion qui trouve là son origine. En attendant, la stabilisation relative de l'ordre de Yalta et l'absence de percée installent à la fin des années quarante la IV^e Internationale dans une position durablement minoritaire imprévus^{3/}.

Le déclenchement de la guerre froide et la guerre de Corée vont marquer un tournant. Michel Pablo élabore dans ce contexte ses thèses sur *La Construction du parti révolutionnaire*, puis sur *La Guerre qui vient* : « Le capitalisme va maintenant rapidement vers la guerre car il n'a pas d'autre issue à court ou long terme » (*Où allons-nous ?*, 1951). « Nous n'excluons pas la possibilité d'une guerre générale [...], une guerre civile internationale qui serait essentiellement révolution (spécialement en Europe ou en Asie) [...]. C'est sur cette conception que doivent s'appuyer les perspectives et l'orientation des marxistes-révolutionnaires pour notre époque. »

À la même époque, Ernest Mandel écrit : « La période qui va de la deuxième à la troisième guerre mondiale apparaîtra dans l'histoire comme un interlude temporaire et la méthode de Trotski selon laquelle la bureaucratie ne survivrait pas à une guerre se trouvera historiquement confirmée » (*Ce qui doit être maintenu et ce qui doit être modifié*, avril 1951).

Ces textes témoignent de la volonté de maintenir non seulement la démarche, mais les pronostics de Trotski, quitte à en aménager les échéances. Elle permet en effet d'ajourner une redéfinition radicale du rôle de la IV^e Internationale. En outre, l'explication du rôle des directions yougoslave et chinoise dans le processus de libération nationale jusqu'à la victoire s'attache trop peu aux histoires spécifiques de ces partis (à leur origine, à leur formation, aux conflits apparus dès les années trente avec la direction du Komintern), et se cramponne à une formule assez générale de Trotski selon laquelle, dans des circonstances exceptionnelles, les petits-bourgeois « y compris les staliniens » seraient susceptibles d'aller plus loin qu'ils ne le voudraient dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie.

L'interprétation extensive d'une telle formule présente plusieurs inconvénients. Tout d'abord son imprécision : aller plus loin dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. Mais jusqu'où ? Jusqu'à renverser le capitalisme dans le plus grand pays du monde contre une armée soutenue à bout de bras par les États-Unis et contre la politique de Staline lui-même ? Ensuite ses conséquences : s'il suffit de circonstances exceptionnelles et si les exceptions peuvent se multiplier, pourquoi ne pas imaginer que les expériences chinoise et yougoslave puissent, elles aussi, se répéter ? C'est d'ailleurs ce qu'envisage Pablo dans *Où allons-nous ?* en généralisant les conséquences possibles de la pression des conditions objectives sur les partis communistes. L'exception tend ainsi à devenir la règle : la crise et la pression des masses peuvent conduire « différents partis communistes à entreprendre le combat et à aller plus loin que les objectifs fixés par la bureaucratie soviétique ».

Cette vaste perspective historique n'implique cependant pas que les tendances à l'œuvre suffiraient à transformer la nature du stalinisme. La révolution politique demeure à l'ordre du jour. Le soutien à l'insurrection ouvrière de Berlin-Est en 1953 le vérifiera. Mais dans ces conditions exceptionnelles des tendances centristes peuvent se développer au sein des partis communistes qui seraient des partenaires privilégiés pour la reconstruction de partis révolutionnaires. Dans un commentaire de juillet 1954 sur la signification du IV^e congrès mondial, Mandel systématise ainsi une périodisation de la conscience de classe : la première vague se caractériserait par la spontanéité des masses, la formation de directions empiriques, avant que ne s'approfondisse un mouvement vers le marxisme révolutionnaire : « Ces trois caractéristiques peuvent être résu-

mées par une seule formule : la première phase de la révolution mondiale c'est la phase du « centrisme », et l'application à large échelle de la tactique entriste décidée au début des années cinquante « prend tout son sens à la lumière d'une telle perspective ».

À la relecture des documents, ces années cinquante marquées par la scission, apparaissent comme une pénible traversée du désert. L'écart n'a jamais été aussi grand entre les conditions objectives, qui sont censées continuer de mûrir, et le facteur subjectif toujours aussi infime. Les idées de « semi-conscience » et « d'étape centriste » servent à colmater la brèche.

Avec les premiers soulèvements antibureaucratiques de 1956, d'une part, et avec, d'autre part, la poussée de la révolution coloniale au Vietnam, en Algérie et à Cuba, l'Histoire semble pourtant se dégeler. Dès 1956, le constat de réponses convergentes à ces événements majeurs ouvre le processus qui aboutit à la réunification de 1963. La scission de 1952-1953 n'en laisse pas moins des traces durables et il vaut la peine d'en tirer certaines leçons. La plus claire reste que cette scission, résultat de difficultés à maîtriser une situation nouvelle, n'était pas politiquement fondée. Les ruptures, si elles doivent intervenir, ne doivent pas se produire principalement sur des textes, ni sur des pronostics perspicaces, mais sur des tests pratiques. *A fortiori* lorsqu'il s'agit de petites organisations dont le lien militant à la réalité est ténu, les moyens d'information inversement proportionnels à la surface sociale et les capacités de vérification pratique des décisions lentes et limitées.

Les accords sur les soulèvements de Pologne et de Hongrie, le soutien à la révolution algérienne et à la révolution cubaine pesaient infiniment plus lourds et étaient autrement plus

probants que les désaccords spéculatifs sur la guerre qui vient (même si ces spéculations ne sont pas sans conséquences pratiques). Comme le rappelle François Moreau, le document du congrès de réunification sur la combinaison des « trois secteurs de la révolution mondiale » constitue une base politique solide, même si ce trépied est quelque peu bancal. Le souci d'équilibre, qui fait illustrer la dynamique de ces secteurs respectivement par la révolution cubaine, par l'insurrection hongroise et par les grèves belges de 1961 est forcé, mais il a le mérite de saisir un processus naissant (au creux de la vague en Europe) et de préparer les sections à la radicalisation de la jeunesse qui va aboutir aux explosions de 1968.

En revanche, l'une des conditions de la réunification est un « archivage » sans bilan de la question explosive de l'entrisme dont l'expérience pourtant continue alors, notamment en Europe. Ce silence, sans doute prudent et raisonnable à l'époque, n'en est pas moins dommageable, dans la mesure où il ne permet guère d'assimiler les enseignements d'une expérience (celle des années cinquante) venant après celle impulsée par Trotski dans les années trente.

Dans les deux cas, la question n'est pas simple. Et elle ne présente pas un intérêt purement historique. Dans les deux cas, et malgré des différences majeures, les expériences entrismes ont exprimé la préoccupation de rester lié au mouvement réel des masses et de ne pas se laisser enfermer dans l'univers artificiel de cercles confinés. Il en a résulté,

4/ Le problème est déjà clairement posé par la tactique entrisme préconisée par Trotski dans les années trente. Ses propositions collent de façon géniale aux sinuosités et tournants de la situation, mais chaque nouvelle initiative a un effet désagrégateur sur le noyau initial. Voir à ce propos mon étude sur *Les Années de formation de la IV^e Internationale*, Amsterdam, *Cahiers de l'IIRF*, 1988.

à n'en point douter, un sens de l'initiative, du travail de masse, un souci de faire de la politique qui agit sur les rapports de forces et ne se résume pas à une propagande éclairée, en un mot une sorte de culture politique propre qui fait aujourd'hui encore la qualité de nombreuses sections.

Malheureusement aussi, il en a résulté une sorte d'anticulture organisationnelle qui constitue un lourd handicap : difficulté à concevoir dans la durée, méthodiquement, les questions d'organisation, de formation, de renouvellement de directions. Ces qualités et ces défauts sont-ils organiquement liés dans des petits groupes ? Comment concilier l'agilité des initiatives, des tournants brusques, la flexibilité tactique, la continuité et la stabilité organisationnelles ? Nous y avons généralement mal réussi 4/.

Le bilan de l'entrisme des années cinquante est plus problématique que François Moreau ne le suggère avec prudence. La fiction italienne a certes été la plus clairement piégée en 1968 par les résultats prometteurs d'un entrisme dans un Parti communiste de masse relativement souple. Dans une moindre mesure, ce fut le cas aussi en Allemagne : au moment de l'essor du mouvement étudiant (*Sozialistische Deutsche Studentenbund*), les camarades allemands travaillaient prioritairement dans le *Sozialdemokratische Partei Deutschlands* (SPD) et ses jeunesses. On a l'impression qu'après 1968 tout se passe à contretemps, à courir pour rattraper les occasions perdues : tarder d'abord à se lancer dans le mouvement de rupture avec les partis traditionnels, puis coller au mouvement unitaire quand il recule et a besoin de clarifications. Si la France est une heureuse exception, elle le doit, en partie, à la brutalité de la direction du Parti communiste qui a contri-

bué à trancher le débat en cours dans la section française en expulsant, dès 1965, l'opposition de gauche de son organisation étudiante. L'existence des Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) nous a permis d'aborder 1968 sous notre propre drapeau et de faire face au déferlement maoïste qui, à partir de 1966, a gagné la jeunesse.

Symboliquement, l'année 1968 confirme et amplifie la dite dialectique des trois secteurs autour des trois événements exemplaires que sont l'offensive du Têt au Vietnam, le printemps de Prague et la grève générale du Mai français. Cette combinaison explosive se traduit par une radicalisation de la jeunesse animée d'un grand souffle internationaliste. Ces prémisses d'un renouveau restent cependant faibles dans la classe ouvrière elle-même et l'écart entre combativité et conscience politique est béant. Il y a là les racines d'un incontestable gauchisme évoqué par François Moreau.

Je me risquerai pourtant (en espérant que ce ne soit pas par nostalgie) à dire que ce fut un gauchisme de bon aloi, juvénile, exprimant fondamentalement une saine réaction aux compromissions des vieux appareils du mouvement ouvrier. En France, par exemple, au début des années soixante, on discutait beaucoup de sociologie, de nouvelle classe ouvrière, de bénéfices de la croissance et d'intégration ; affirmer dans ce contexte l'actualité de la lutte de classes et de la révolution pouvait passer pour un credo peut-être sympathique, mais sans doute anachronique. Or, moins de deux ans après notre expulsion du Parti communiste, nous nous trouvions acteurs de la plus grande grève générale de l'histoire contemporaine. Il y avait de quoi être un peu grisé.

À force de répéter de façon polémique à la barbe des vieux appareils réformistes que le problème du pouvoir était posé, nous avons fini

par prendre nos propres paroles au sérieux : s'il est posé, *posons-nous le !* Pour quelques centaines de militants marginaux dans les secteurs clés de la société, c'était un mélange de culot et d'inconscience. Comment combler de manière accélérée le fossé toujours aussi profond entre les conditions objectives et l'absence du « facteur subjectif » ? Nous avons imaginé une répétition de Mai 68, un Mai 68 réussi, une grande mobilisation spontanée dans laquelle le niveau culturel de la nouvelle classe ouvrière et la détermination d'une petite avant-garde disciplinée et cohérente balayeraient le contrôle des bureaucraties syndicales et politiques sur le mouvement ouvrier. D'où la débauche d'activisme, de volontarisme, d'actions exemplaires, d'autant plus que la sortie peu maîtrisée de l'entrisme nous laissait sans mode d'emploi pour le front unique ouvrier.

Quand nos militants étaient dans les partis communistes ou socialistes, ils pratiquaient une sorte de front unique par procuration : le Parti communiste devait proposer au Parti socialiste l'unité de la base au sommet, l'unité syndicale, un gouvernement du PC et du PS. Mais lorsqu'on constitue une organisation indépendante très minoritaire, la pratique du front unique (et non la seule propagande) pose immédiatement une question de rapports de force, d'où l'obsession de modifier ces rapports de forces défavorables par un surcroît d'initiatives et de détermination ^{5/}.

^{5/} Il me semble aujourd'hui encore que François Moreau exagère le gauchisme de la manifestation du 21 juin 1973. C'était une des premières manifestations contre la réapparition du racisme d'extrême droite et si nous avons été rendus illégaux par le gouvernement, il n'est pas parvenu à nous écraser comme il l'avait fait les années précédentes avec les organisations maoïstes : c'est que notre initiative était assez populaire et nos liens avec le mouvement ouvrier assez forts pour susciter un vaste mouvement de protestation et de solidarité (y compris à contrecœur de la part du Parti communiste français - PCF) contre la répression, dont nous étions victimes. Il n'en demeure pas moins exact que cette manifestation s'inscrit dans une escalade gauchiste qui aura

François Moreau évoque pour illustrer cette phase gauchiste l'orientation des sections européennes après le IX^e congrès mondial de 1969 et l'orientation de lutte armée en Amérique latine. Dans les deux cas, ce gauchisme fut plus nuancé et contradictoire qu'il n'y paraît. Nos racines dans l'histoire du mouvement ouvrier, notre référence aux premiers congrès de l'Internationale communiste (IC) nous ont ainsi préservés des délires caractéristiques des organisations maoïstes. Nous avons toujours maintenu la nécessité de construire les syndicats de masse et nous n'avons jamais donné dans la dénonciation mythique des partis collabos (considérés comme de simples appendices du pouvoir patronal).

Dans le cas de l'Amérique latine, la question est plus complexe et il faut se garder de la seule logique des textes. La réalité est bien plus importante. Le document adopté par le IX^e congrès mondial est un document à contretemps. Il ne se contente pas en effet de prôner la lutte armée, qui n'est en elle-même ni une orientation ni même une stratégie, mais une formule générale. Il privilégie incontestablement la guérilla rurale à un moment où cette pratique, après la mort du Che en Bolivie, faisait l'objet d'une reconsidération critique en Amérique latine même. L'organisation la plus déterminée dans l'application de la lutte armée fut le Partido Revolucionario de los Trabajadores-Ejército Revolucionario del Pueblo (Parti révo-

des conséquences beaucoup plus lourdes en Italie après 1976 et au Japon après les luttes sur l'aéroport de Narita. Il serait intéressant de savoir précisément pourquoi nous avons suivi en France une autre trajectoire.

^{6/} L'une des faiblesses de la Fraction rouge expulsée du PRT-ERP en 1972 fut précisément son absence d'alternative stratégique. Extrêmement dynamique, cette organisation revendiquait sa fidélité à la IV^e Internationale sur les grandes questions internationales (Tchécoslovaquie, critique des pays de l'Est), mais elle s'efforçait de faire aussi bien que le PRT-ERP sur le terrain de la lutte armée sans comprendre la cohérence d'un schéma stratégique voué à une tragique faillite.

lutionnaire des travailleurs, Armée révolutionnaire du peuple, PRT-ERP) d'Argentine dirigé par Roberto Santucho. Dès 1970, il a donné sa propre interprétation de la formule algébrique abstraite de lutte armée en créant l'ERP. Dès lors, son orientation s'inspirait davantage des théories vietnamiennes de la guerre populaire prolongée (et accessoirement d'une compréhension approximative de la lutte de libération algérienne) que des théories cubaines du foco. Tout en découlait avec une implacable logique : provoquer un état de belligérance, établir des zones libérées, trouver des alliés démocratiques. Cette stratégie de la guerre prolongée reposait sur le télescopage entre une lutte réelle contre la dictature militaire argentine et l'anticipation d'une lutte de libération dans le cas probable d'une intervention américaine.

Quiconque se rendait en Argentine en 1972-1973 (lors du processus électoral qui ramena Peron au pouvoir) pouvait constater la violence quotidienne, mais aussi comprendre qu'il ne s'agissait pas d'un pays en guerre et que cette orientation allait contre un mur. De plus, il y avait un lien logique entre cette perspective et, de la part de Santucho, la recherche d'appuis internationaux étatiques (d'où l'alignement sur Cuba et le refus de condamner l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie). Dès 1972, tout cela fit l'objet de critiques écrites et de discussions dans l'Internationale. Preuve que le gauchisme avait ses limites ^{6/}. Ce fut l'époque d'un « léninisme pressé », qui reconnaissait dans le foquisme latino-américain son frère jumeau.

La perspective de construction du parti, liée à l'entrisme, misait sur le détachement de pans entiers des partis réformistes et la conquête des « cadres organisateurs » ou « hommes (et femmes) de confiance » de la classe. Ce schéma

illusoire n'avait pas été remplacé pour autant. Le vide était masqué par l'espoir d'une « percée » rapide liée à un effondrement planétaire du stalinisme. De 1968 à 1976 environ l'essor d'une nouvelle (extrême) gauche fut un phénomène, réel dans de nombreux pays, au point de bousculer l'hégémonie des organisations traditionnelles sans toutefois parvenir, fût-ce de loin, à la disputer. Le X^e congrès mondial, tenu au début de 1974, tentait de théoriser la pratique des années précédentes en prophétisant des crises révolutionnaires dans les pays impérialistes « dans les cinq ans » et en valorisant la notion « d'avant-garde large ». On trouve là un des problèmes récurrents des débats de l'Internationale : la prudence obligée de petites organisations, le peu de moyens et la lenteur de circulation des idées font que les débats portent souvent plus sur le passé, expriment une pratique déjà réelle, plutôt qu'ils n'anticipent sur l'avenir. La discussion de 1974 n'échappe pas à la règle : elle cherche à systématiser l'expérience écoulée depuis 1968 au moment où se prépare un nouveau tournant de la situation mondiale consécutif notamment à la récession de 1973 et aux coups d'État chilien, uruguayen et argentin de 1973 et 1974.

La révolution portugaise de 1974-1975 fut le dernier test des grandes controverses commencées dans les années soixante. Je pense encore aujourd'hui que la majorité de l'époque eut raison sur l'essentiel. Nous avons commencé, dès le renversement de la dictature en avril, par avancer des revendications démocratiques dont le mot d'ordre d'Assemblée constituante ^{7/}. Après les tentatives de coups

^{7/} La section portugaise était née en janvier 1974 de la clandestinité, quelques semaines avant la révolution d'avril. Sa majorité ne se reconnaissait pas dans les positions majoritaires de l'Internationale et elle était notamment opposée au mot d'ordre démocratique d'Assemblée constituante pendant les premiers mois du processus révolutionnaire.

d'état constitutionnel puis militaire (d'octobre 1974 et de mars 1975), il était juste, sans l'opposer à la Constituante élue, de mettre l'accent sur le développement et la centralisation d'un processus réel d'auto-organisation (commissions d'entreprise, de quartier, comités de soldats). Ce processus fut inégal, trop faible mais réel (à Setubal notamment), et il n'est tout de même pas commun dans la vieille Europe de voir des soldats se joindre aux manifestants avec leurs chars ! En ce sens, un approfondissement de la révolution portugaise aurait à l'évidence modifié les conditions de la transition négociée en Espagne après la mort de Franco (en novembre 1975). En revanche, la mort du dictateur espagnol a pratiquement coïncidé avec le coup de force au Portugal, la contre-révolution démocratique au Portugal, la restauration de l'ordre étatique sous l'impulsion de Mario Soares et de la social-démocratie.

C'était le début d'un tournant qui s'est joué en Europe et dans le monde entre 1974 et 1978. Les premiers effets sociaux de la crise et surtout la politique de collaboration éhontée des directions réformistes ont désorienté le mouvement ouvrier et brisé l'élan né en 1968. Ce fut le compromis historique en Italie en 1976, les pactes de la Moncloa et l'acceptation de la monarchie en Espagne en 1977, la division de la gauche et sa défaite en France en 1978. Une page était tournée. La perspective de la percée autour de la Bolivie avant-hier, autour de l'Espagne hier, s'éloignait. Le XI^e congrès mondial n'aurait décidément pas lieu à Barcelone ainsi que l'avaient envisagé des imaginations lyriques hantées par la Catalogne libre de 1936.

Soit la défaite était profonde (et ce n'était pas le cas), soit il fallait admettre que nous avions, par un enthousiasme compréhensible,

exagéré l'impact de 1968 et les possibilités immédiatement ouvertes (cette erreur sur les proportions d'un événement guette les organisations minoritaires portées comme les enfants à voir le monde que les entoure plus grand qu'il n'est).

Quoi qu'il en soit le XI^e congrès mondial de 1979 et la paix conclue entre les deux grands courants de l'Internationale portent la marque de ce tournant.

Il s'agit moins d'une convergence sur la méthode et sur l'avenir que d'une trêve entre des protagonistes à bout de souffle. Les documents du XI^e congrès témoignent d'un accord qui vient à nouveau à contretemps. Il insiste sur la centralité retrouvée de la lutte de classes dans les pays industriels (au moment où l'essor de 1968 s'épuise et où les révolutions se déroulent en Amérique centrale et en Iran) pour en déduire le retour en force du modèle stratégique classique et du programme trotskiste orthodoxe.

De cette analyse découle logiquement la priorité organisationnelle donnée à l'unité du mouvement trotskiste dans le monde, par-delà les divergences de ligne profondes. Elle donne enfin une certaine cohérence au volontarisme du « tournant vers l'industrie », puisqu'il ne s'agit pas seulement, dans le rapport voté par le congrès, de corriger patiemment des déséquilibres d'implantation, mais de répondre à l'urgence [face à la] radicalisation ouvrière dans les métropoles impérialistes.

Ce congrès morose fut sauvé par le soutien à la révolution sandiniste qui vérifie ce qu'il y a de meilleur dans la tradition de l'Internationale : la reconnaissance et l'appui inconditionnel aux expériences révolutionnaires, la volonté de s'instruire de leurs nouveautés, sans renoncer à une liberté critique envers leurs directions. Il fut sauvé aussi par les

contributions programmatiques que constituent les documents adoptés sur la démocratie socialiste et sur la libération des femmes. Mais la question existentielle restait plus obsédante que jamais. Si la crise de l'humanité se réduisait depuis un demi-siècle à sa crise de direction, pourquoi toutes nos bonnes volontés n'avaient-elles pas réussi à la résoudre ? Cette contradiction dans les termes mêmes du problème nourrit l'âpreté des débats et les soupçons réciproques de trahison : puisque les « lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils » (comme le dit *Le Programme de transition*), si elles n'ont pas encore triomphé c'est qu'il y a quelque chose qui cloche en la demeure. Aussi, périodiquement, une section ou un dirigeant inspiré pensent avoir trouvé la potion magique. L'histoire de la IV^e Internationale est aussi jalonnée de ces vocations rédemptrices.

Les documents préparatoires au XII^e congrès mondial de 1985 soulignent au contraire que la crise de direction révolutionnaire à l'échelle internationale ne peut plus être posée dans les termes des années trente. Elle ne se réduit pas à une crise de l'avant-garde et à la nécessité de remplacer des directions traditionnelles faillies par une relève intacte. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est une réorganisation sociale, syndicale et politique du mouvement ouvrier et de ses alliés à l'échelle planétaire.

De même, notre existence minoritaire a nourri un abondant vocabulaire normatif de

8/ On trouve dans le texte de François Moreau un exemple de polémique abstraite qui reproduit sans le moindre changement les termes du débat de 1973 à propos du Front large d'Uruguay. Des Européens ou des Nord-Américains, dans le feu de la polémique, y ont vu la simple réplique des fronts populaires des années trente, au lieu de s'interroger sur la spécificité d'un pays dépendant, sur la manière de briser l'hégémonie d'un système bipartite, sur les voies vers l'indépendance de classe et vers l'articulation d'un front anti-impérialiste sous hégémonie révolutionnaire.

pathologie sociale et historique. Le monde s'est peuplé d'États ouvriers dégénérés ou déformés. Le stalinisme aurait été un détour sur la voie de la révolution mondiale. Toutes ces expressions postulent un développement historique normal, inéluctable, par rapport auquel il ne saurait y avoir que des parenthèses à refermer et des écarts à corriger. Sans doute le mieux armé dialectiquement, notre courant a ainsi payé son tribut théorique à la pression évolutionniste dominante dans la II^e et dans la III^e Internationale. Il serait salutaire aujourd'hui de reconsidérer cette vision de l'histoire compréhensible dans la mesure où elle entretient l'espérance d'un courant minoritaire, mais préjudiciable à une réflexion théorique sur l'histoire de ce siècle.

Enfin, et ce n'est pas le moindre inconvénient de cette longue marche contre le stalinisme, le lien entre notre théorie et notre pratique, sans jamais se rompre, s'est distendu. Certains trotskistes ont parfois pu croire que les formules justes dans leur généralité (de révolution permanente ou de révolution politique) tenaient lieu de politique concrète. Or tout le problème est précisément de donner corps à cette ligne générale : quelles alliances, comment construire l'hégémonie prolétarienne dans une lutte de libération nationale, quel rapport entre lutte politique, travail de masse et stratégie militaire ? Ces faiblesses découlent de l'existence. Mais il importe d'en prendre conscience et de les comprendre à l'orée d'une situation nouvelle qui ouvre de nouveaux espaces à une pratique politique revivifiée 8/.

Les conditions dans lesquelles se sont produites la chute du stalinisme et la dislocation de l'URSS nous imposent de nouveaux efforts de réflexion. L'analyse de Trotski sur l'URSS semble aujourd'hui encore la plus opératoire. Elle ne débouchait pas sur l'hypothèse unique

d'une histoire à sens unique et d'une révolution politique inéluctable, mais sur l'alternative entre révolution politique et restauration capitaliste : soit le renversement de la bureaucratie par un soulèvement de masse, soit son renversement par un bombardement de marchandises.

Confondant l'optimisme de la volonté et le pessimisme de la raison, nous avons eu tendance à oublier ou relativiser la seconde hypothèse. Or, le temps passant, l'atomisation sociale s'étendant, les traditions s'estompant, elle devenait la plus probable. Le passage à la stagnation brejnevienne dans les années soixante-dix indique *a posteriori* que le système bureaucratique avait épuisé sa part de dynamisme et que la société soviétique était entrée dans une phase d'involution relative au développement capitaliste. Ce qui s'est produit depuis la chute du Mur de Berlin mettra inévitablement à l'ordre du jour une réflexion systématique sur le rapport entre conquête du pouvoir politique et transformation sociale, sur la caractérisation des États, sur les notions de castes et de classes, en évitant les commodités de catégories classificatoires plutôt que dynamiques.

Le travail de François Moreau s'arrête à un seuil historique. Si les effets et les conséquences du stalinisme sont loin d'être épuisés, une époque s'est achevée. La IV^e Internationale a toujours eu pour but de maintenir la continuité révolutionnaire et non d'être simplement l'opposition de gauche au stalinisme. Les circonstances ont cependant fait que ce rôle d'opposition est resté déterminant. Dans cette relation, l'opposant est toujours déterminé par son autre, fût-ce à son corps défendant. L'effondrement de cet autre aura nécessairement des conséquences majeures sur son opposition historique. Pour entrer dans la nouvelle époque qui se

cherche, nous aurons plus que jamais besoin de mémoire et de repères programmatiques. Mais l'actualisation de ces repères se fera autour de nouvelles expériences fondatrices. Pour l'heure, c'est le travail du négatif qui l'em-

porte, un vaste déblaiement de ruines et de décombres, sans que viennent encore les événements susceptibles de redessiner à grande échelle les courants du mouvement révolutionnaire international comme l'ont fait en leur

temps la Commune, la guerre mondiale, la Révolution russe ou la contre-révolution stalinienne. Mais ces événements viendront.

Archives personnelles, 1994, danielbensaid.org